

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL : 5ÈME AFFECTATION ET AVENANTS - RÉHABILITER  
PLUTÔT QUE CONSTRUIRE**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....</a>	<a href="#">10</a>
<a href="#">Annexe 1 - Tableau de délibération des contrats d'aménagement régionaux.....</a>	<a href="#">11</a>
<a href="#">Annexe 2 - Echéanciers financiers prévisionnels des contrats d'aménagement régionaux.....</a>	<a href="#">13</a>
<a href="#">Annexe 3 - Fiches-projets contrats d'aménagement régionaux.....</a>	<a href="#">16</a>
<a href="#">Annexe 4 - Avenant n° 2 au contrat d'aménagement régional de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise.....</a>	<a href="#">53</a>
<a href="#">Annexe 5 - Avenant n°1 au contrat d'aménagement régional Le Mérévillois.....</a>	<a href="#">56</a>
<a href="#">Annexe 6 - Avenant n° 1 au contrat d'aménagement régional de Villeneuve-le-Roi.....</a>	<a href="#">58</a>
<a href="#">Annexe 7 - Fiches-projets Réhabiliter plutôt que construire.....</a>	<a href="#">60</a>

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Par ce rapport, la commission permanente est invitée à se prononcer sur plusieurs volets du secteur de l'aménagement durable du territoire.

### 1. Contrats d'aménagement régionaux (CAR)

#### 1.1 Nouveaux contrats d'aménagement régionaux

Le présent rapport propose la conclusion de 8 nouveaux contrats d'aménagement régionaux. Le montant global prévisionnel de la dotation régionale s'élève à **6 926 903,40 €** et il est proposé l'affectation d'un montant de **5 567 973,15 €** d'autorisations de programme, en faveur d'opérations inscrites dans les contrats d'aménagement régionaux de communes ou structures intercommunales situées en :

Seine-et-Marne (77) : communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau et communes de Chartrettes et Thorigny-sur-Marne

Yvelines (78) : commune de Bois-d'Arcy

Essonne (91) : commune de Milly-la-Forêt

Hauts-de-Seine (92) : commune de Vaucresson

Val d'Oise (95) : communauté de communes Vexin Val de Seine et commune d'Andilly

#### 1.2 Divers avenants

##### 1.2.1 Avenant n° 2 au contrat d'aménagement régional de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (78)

Le contrat d'aménagement régional de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise a été adopté par délibération n° CP 2020-188 du 27 mai 2020 et un premier avenant portant sur la prorogation du contrat pour une année supplémentaire a été approuvé par délibération n° CP 2023-085 du 29 mars 2023.

Un deuxième avenant est présenté afin de modifier le contenu du contrat. Ainsi, la communauté urbaine souhaite substituer pour un montant inférieur, l'opération n° EX049316 « extension de la voie Pierre Bérégovoy aux Mureaux » subventionnée à hauteur de 715 918 € par l'opération « construction d'un centre technique communautaire à Meulan-en-Yvelines » pour un montant de subvention de 692 400 €. En effet, la réalisation de l'extension de la voie Pierre Bérégovoy est décalée dans le temps en raison de diverses contraintes opérationnelles. Dans ce contexte, la communauté urbaine a souhaité remplacer cette opération par une nouvelle opération bien plus avancée, à savoir la « construction d'un centre technique communautaire à Meulan-en-Yvelines ».

Le projet étant modifié de manière substantielle, il est proposé un avenant n° 2 au contrat d'aménagement régional et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de **692 400 €** en faveur de l'opération n° EX075927 « construction d'un centre technique communautaire de Meulan-en-Yvelines ».

##### 1.2.2 Avenant n° 1 au contrat d'aménagement régional de la commune Le Mérévillois (91)

Le contrat d'aménagement régional de la commune Le Mérévillois a été adopté par délibération n° CP 2021-009 du 21 janvier 2021. Après demande du bénéficiaire, pour mener à terme ce contrat d'aménagement régional et permettre l'affectation de l'opération « création d'un local technique et maison du gardien », il est proposé de proroger sa validité d'une année, comme

autorisé par le règlement.

### **1.2.3 Avenant n° 1 au contrat d'aménagement régional de la commune de Villeneuve-le-Roi (94)**

Le contrat d'aménagement régional de la commune de Villeneuve-le-Roi a été adopté par délibération n° CP 2020-466 du 18 novembre 2020. Après demande du bénéficiaire, pour mener à terme ce contrat d'aménagement régional et permettre une substitution d'opérations à venir, il est proposé de proroger sa validité d'une année, comme autorisé par le règlement.

## **2. Dispositif « Réhabiliter plutôt que construire »**

Il est proposé au vote de la commission permanente, 4 nouveaux projets ayant reçu un avis favorable du comité technique :

- Réhabilitation de l'ancienne maison des associations à Touquin (77)
- Réhabilitation du bâtiment de la poste à Grigny (91)
- Transformation du groupe scolaire « quatre saisons » en espace culturel à Saint-Pierre-du-Perray (91)
- Rénovation d'un appartement au sein de l'école primaire situé au hameau de Mesnil Racoin à Villeneuve-sur-Auvers (91)

pour un montant total de **492 424,40 €**.

Ce montant est disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

En conclusion, le présent rapport mobilise ainsi un montant total d'affectations de :

- **6 260 373,15 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

A cet effet, il convient de transférer :

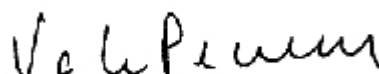
- un montant d'autorisations de programme de 3 683 705,91 € disponible au sein du chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 551002093 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023,
- un montant d'autorisations de programme de 951 911,63 € disponible au sein du chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme RE 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 551004013 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023,

afin d'abonder le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

- **492 424,40 €** disponibles sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 21 SEPTEMBRE 2023

#### CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL : 5ÈME AFFECTATION ET AVENANTS - RÉHABILITER PLUTÔT QUE CONSTRUIRE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code de l'urbanisme ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

**VU** le décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du schéma directeur de la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 57-01 du 13 décembre 2001 relative à l'évolution du règlement des contrats régionaux et création des contrats de territoire et fixant les nouveaux plafonds des contrats ruraux ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée portant création du contrat d'aménagement régional (CAR) ;

**VU** la délibération n° CP 2017-539 du 22 novembre 2017 relative à l'affectation pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires urbains, contrat d'aménagement régional, contrat régional territorial, quatrième affectation 2017 ;

**VU** la délibération n° CP 2018-249 du 30 mai 2018 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) : conclusion de contrats, attribution de subventions, réaffectations et avenants ;

**VU** la délibération n° CP 2020-188 du 27 mai 2020 approuvant le contrat d'aménagement régional de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ;

**VU** la délibération n° CP 2020-466 du 18 novembre 2020 approuvant le contrat d'aménagement régional de la commune de Villeneuve-le-Roi ;

**VU** la délibération n° CR 2020-055 du 19 novembre 2020 relative aux premières propositions issues de la COP Île-de-France 2020 pour l'aménagement durable des collectivités ;

**VU** la délibération n° CP 2021-009 du 21 janvier 2021 approuvant le contrat d'aménagement régional de la commune Le Mérévillois ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée par délibération n° CR 2022-025 du 19 mai 2022 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 4<sup>ème</sup> affectation pour 2021 et avenant - signalétique régionale ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2022-334 du 23 septembre 2022 relative à divers dispositifs d'aménagement : contribution en faveur de l'EPL Paris la Défense - partenariat avec l'IPR - PPA RN20 - RPC - 100 QIE - reconquérir les friches - soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire - CPIER vallée de la seine ;

**VU** la délibération n° CP 2023-085 du 29 mars 2023 approuvant l'avenant de prorogation du contrat d'aménagement régional de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle : 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission du logement et de l'aménagement ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-271 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide au titre du dispositif « **contrat d'aménagement régional** »,

d'une part, de conclure avec 8 communes et structures intercommunales, pour les opérations citées en annexe 1 et récapitulées dans les échéanciers prévisionnels figurant en annexe 2 à la présente délibération, un contrat d'aménagement régional conforme au contrat type approuvé par la délibération n° CR 181-16 modifiée susvisée.

et d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, inscrites dans des contrats d'aménagement régionaux définis ci-dessus.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion, avec chaque commune maître d'ouvrage, d'un contrat d'aménagement régional et d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **5 567 973,15 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004

(51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

**Article 2 :**

Décide, à la demande du bénéficiaire, de retirer la subvention relative à l'opération n° EX049316 « extension de la voie Pierre Bérégovoy aux Mureaux » attribuée à la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (78) par délibération n° CP 2020-188 du 27 mai 2020.

**Article 3 :**

Approuve l'avenant n° 2 au contrat d'aménagement régional (CAR) de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (78) figurant en annexe 4 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Décide de participer au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet n° EX075927 « construction du centre technique communautaire de Meulan-en-Yvelines » figurant en annexe 3, inscrite dans l'avenant n° 2 au contrat d'aménagement régional défini ci-dessus.

Subordonne le versement de la subvention liée, à la signature d'une convention conforme à la convention de réalisation type approuvée par la délibération n° CR 181-16 du 17 novembre 2016 modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **692 400 €**, disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-004 (51004) « contrat d'aménagement régional (contrat régional territorial) », action 15100401 « contrat d'aménagement régional » du budget 2023.

**Article 4 :**

Approuve l'avenant n° 1 de prorogation au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Le Mérévillois (91) figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 5 :**

Approuve l'avenant n° 1 de prorogation au contrat d'aménagement régional (CAR) de la commune de Villeneuve-le-Roi (94) figurant en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**Article 6 :**

Décide, au titre de l'aide régionale « **réhabiliter plutôt que construire** », de participer au financement des 4 opérations détaillées dans les fiches-projets figurant en annexe n° 7 à la délibération pour un montant prévisionnel maximum de **492 424,40 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion, avec les bénéficiaires, de conventions conformes aux modèles-types adoptés par la délibération n° CP 2021-167 du 1<sup>er</sup> avril 2021 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, une autorisation de programme de **492 424,40 €** disponible sur le chapitre 905 « aménagement des territoires et habitat », sous-fonction 51 « aménagement et services



urbains », code fonctionnel 515 « opérations d'aménagement », programme HP 515-002 (51002) « territoires stratégiques », action 15100209 « aménagement durable et innovation urbaine - friches » du budget 2023.

**Article 7 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches-projets en annexes à la délibération, par dérogation à l'article 17 (alinéa 3) du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Tableau de délibération des contrats d'aménagement régionaux**

77 SEINE-ET-MARNE			
CA PAYS DE FONTAINEBLEAU	EX077143	Rénovation de la machinerie de la piscine de la Faisanderie à Fontainebleau	508 080,00 €
	EX077176	Réhabilitation et mise aux normes PMR du tir à l'arc du complexe Mahut à Fontainebleau	102 223,50 €
	Total subvention		610 303,50 €
CHARTRETTES	EX077207	Construction d'une école maternelle	700 000,00 €
	EX077191	Réhabilitation et rénovation énergétique de l'école primaire (bâtiment Est)	100 000,00 €
	Total subvention		800 000,00 €
THORIGNY-SUR-MARNE	EX074345	Réhabilitation de l'ancienne poste	150 000,00 €
	EX074580	Réhabilitation du centre culturel du Moustier et extension vers le presbytère	850 000,00 €
	Total subvention		1 000 000,00 €
78 YVELINES			
BOIS D'ARCY	EX077187	Halle de marché	910 000,00 €
	EX077188	Square Simone Veil	90 000,00 €
	EX077189	Toiture crèche (bonus environnemental)	77 000,00 €
	Total subvention		1 077 000,00 €
91 ESSONNE			
MILLY-LA-FORET	EX073890	Création d'une aire de jeux en centre-ville	82 500,00 €
	EX074006	Aménagement d'une maison des arts et de l'artisanat	279 175,25 €
	EX074008	Aménagement de l'avenue du Général Leclerc	167 957,50 €
	EX073889	Aménagement des boulevards Lyautey et Eboué	308 569,75 €
	EX074007	Requalification de la rue Maillard	61 797,50 €
	Total subvention		900 000,00 €
92 HAUTS DE SEINE			
VAUCRESSON	EX074226	Réaménagement et extension du square de la Croix Blanche	128 500,00 €
	EX074225	Requalification urbaine et paysagère rues Cazes-Garches et rond-point du Souvenir français	771 500,00 €
	Total subvention		900 000,00 €
95 VAL D'OISE			
CC VEXIN VAL DE SEINE	EX073882	Réaménagement et extension du siège de l'intercommunalité	146 610,00 €
	EX073881	Réaménagement des espaces publics de la ZAE de la Demi-Lune	442 989,90 €
	Total subvention		589 599,90 €
ANDILLY	EX073218	Construction d'un groupe scolaire avec un accueil périscolaire et une restauration scolaire sur le secteur de la Berchère	800 000,00 €
	EX073219	Aménagement des espaces extérieurs et publics autour du groupe scolaire de la Berchère	200 000,00 €
	EX073220	Bonus environnemental et de performance énergétique lié à la construction du groupe scolaire et aux aménagements de ses abords	50 000,00 €
	Total subvention		1 050 000,00 €
TOTAL GENERAL			6 926 903,40 €

## **Annexe 2 - Echéanciers financiers prévisionnels des contrats d'aménagement régionaux**

**ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77)**

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Rénovation de la machinerie de la piscine de la Faisanderie à Fontainebleau	1 693 600,00	1 693 600,00	1 000 000,00	693 600,00	0,00	30%	508 080,00
Réhabilitation et mise aux normes PMR du tir à l'arc du complexe Mahut à Fontainebleau	428 655,80	428 655,80	200 000,00	228 655,80	0,00	23,85%	102 223,50
<b>TOTAL</b>	<b>2 122 255,80</b>	<b>2 122 255,80</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>922 255,80</b>	<b>0,00</b>		
Dotation prévisionnelle maximum Région			<b>305 151,75</b>	<b>305 151,75</b>			<b>610 303,50</b>

**ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE CHARTRETTES (77)**

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Construction d'une école maternelle	3 086 007,75	1 400 000,00	700 000,00	700 000,00	0,00	50%	700 000,00
Réhabilitation et rénovation énergétique de l'école primaire (bâtiment Est)	3 043 188,35	200 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	50%	100 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>6 129 196,10</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>700 000,00</b>	<b>800 000,00</b>	<b>100 000,00</b>		
Dotation prévisionnelle maximum région			<b>350 000,00</b>	<b>400 000,00</b>	<b>50 000,00</b>		<b>800 000,00</b>

**ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE THORIGNY-SUR-MARNE (77)**

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Réhabilitation du centre culturel du Moustier et extension vers le presbytère	2 270 271,57 €	1 700 000,00 €		550 000,00	1 150 000,00	50%	850 000,00
Réhabilitation de l'ancienne poste	1 044 099,46 €	300 000,00 €	200 000,00	100 000,00		50%	150 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 314 371,03 €</b>	<b>2 000 000,00 €</b>	<b>200 000,00</b>	<b>650 000,00</b>	<b>1 150 000,00</b>		
Dotation prévisionnelle maximum Région			<b>100 000,00</b>	<b>325 000,00</b>	<b>575 000,00</b>		<b>1 000 000,00</b>

**ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE BOIS-D'ARCY (78)**

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Halle de marché	1 820 000,00	1 820 000,00	280 000,00	1 274 000,00	266 000,00	50%	910 000,00
Square Simone Veil	180 000,00	180 000,00	180 000,00	0,00	0,00	50%	90 000,00
Toiture crèche (bonus environnemental)	154 000,00	154 000,00	0,00	154 000,00	0,00	50%	77 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 154 000,00</b>	<b>2 154 000,00</b>	<b>460 000,00</b>	<b>1 428 000,00</b>	<b>266 000,00</b>		
Dotation prévisionnelle maximum Région			<b>230 000,00</b>	<b>714 000,00</b>	<b>133 000,00</b>		<b>1 077 000,00</b>

**ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE DE MILLY-LA-FORET (91)**

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Aménagement des boulevards Lyautey et Eboué	617 139,50 €	617 139,50 €	617 139,50 €			50%	308 569,75
Aménagement de l'avenue du Général Leclerc	335 915,00 €	335 915,00 €	17 400,00 €	318 515,00 €		50%	167 957,50
Requalification de la rue Maillard	323 595,00 €	123 595,00 €		1 490,00 €	122 105,00 €	50%	61 797,50
Aménagement d'une maison des arts et de l'artisanat	724 000,00 €	558 350,50 €	37 000,00 €	521 350,50 €	-	50%	279 175,25
Création d'une aire de jeux en centre-ville	275 000,00 €	165 000,00 €	165 000,00 €	-	-	50%	82 500,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 275 649,50 €</b>	<b>1 800 000,00 €</b>	<b>836 539,50 €</b>	<b>841 355,50 €</b>	<b>122 105,00 €</b>		
Dotation prévisionnelle maximum Région			<b>418 269,75 €</b>	<b>420 677,75 €</b>	<b>61 052,50 €</b>		<b>900 000,00</b>

**ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE DE VAUCRESSON (92)**

OPERATIONS	MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Requalification urbaine et paysagère rues Cazes-Garches et rond-point du Souvenir français	1 635 566,00	1 543 000	1 080 100,00	462 900,00	-	50%	771 500
Réaménagement et extension du square de la Croix Blanche	398 046,25	257 000	179 900,00	77 100,00	-	50%	128 500
<b>Total</b>	<b>2 033 612,25</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 260 000,00</b>	<b>540 000,00</b>	<b>0,00</b>		
Dotation prévisionnelle maximum Région			<b>630 000,00</b>	<b>270 000,00</b>	<b>0,00</b>		<b>900 000</b>

**ÉCHÉANCIER FINANCIER PRÉVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VEXIN - VAL DE SEINE (95)**

OPÉRATIONS	MONTANT OPÉRATIONS PROPOSÉES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA RÉGION EN € HT	ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION			DOTATION PRÉVISIONNELLE MAXIMUM RÉGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Réaménagement et extension du siège de l'intercommunalité	532 350,00	488 700,00	161 271,00	327 429,00	-	30%	146 610,00
Réaménagement des espaces publics de la ZAE de la Demi-Lune	1 637 133,00	1 476 633,00	657 101,69	692 540,88	126 990,44	30%	442 989,90
<b>TOTAL</b>	<b>2 169 483,00</b>	<b>1 965 333,00</b>	<b>818 372,69</b>	<b>1 019 969,88</b>	<b>126 990,44</b>		
Dotation prévisionnelle maximum Région			<b>245 511,81</b>	<b>305 990,96</b>	<b>38 097,13</b>		<b>589 599,90</b>

**ÉCHÉANCIER FINANCIER PRÉVISIONNEL**  
**CONTRAT D'AMÉNAGEMENT RÉGIONAL (CAR) DE LA COMMUNE D'ANDILLY (95)**

OPÉRATIONS	MONTANT OPÉRATIONS PROPOSÉES EN € HT	MONTANT RETENU PAR LA RÉGION EN € HT	ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DE RÉALISATION			DOTATION PRÉVISIONNELLE MAXIMUM RÉGIONALE	
			2023	2024	2025	Taux %	Montant en €
Construction d'un groupe scolaire avec accueil périscolaire et une restauration scolaire sur le secteur de La Berchère	5 123 877,00	1 600 000,00	200 000,00	600 000,00	800 000,00	50%	800 000,00
Aménagement des espaces extérieurs et publics autour du groupe scolaire de La Berchère	648 125,00	400 000,00	50 000,00	200 000,00	150 000,00	50%	200 000,00
Bonus environnemental et de performance énergétique lié à la construction du groupe scolaire et aux aménagements de ses abords	1 328 067,00	100 000,00	12 500,00	37 500,00	50 000,00	50%	50 000,00
<b>TOTAL</b>	<b>7 100 069,00</b>	<b>2 100 000,00</b>	<b>262 500,00</b>	<b>837 500,00</b>	<b>1 000 000,00</b>		
Dotation prévisionnelle maximum Région			<b>131 250,00</b>	<b>418 750,00</b>	<b>500 000,00</b>		<b>1 050 000,00</b>

## **Annexe 3 - Fiches-projets contrats d'aménagement régionaux**



**DOSSIER N° EX077143 - CAR - RENOVATION DE LA MACHINERIE DE LA PISCINE DE LA FAISANDERIE A FONTAINEBLEAU - COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 693 600,00 € HT	30,00 %	508 080,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		508 080,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU  
Adresse administrative : 44 RUE DU CHATEAU  
77300 FONTAINEBLEAU  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur PASCAL GOUHOURY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 juin 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

**Description :**

La communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau (CAPF) (69 015 habitants - INSEE 2020), propose l'opération « Rénovation de la machinerie de la piscine de la Faisanderie à Fontainebleau ».

Construit dans les années 1970, l'équipement fait face à une importante consommation énergétique (électricité et gaz) et d'eau. La machinerie est en état de vétusté depuis 2020. Les pompes principales et les filtres imposent d'importants travaux. Le système de chauffage de l'eau et de l'air est dépassé et très énergivore. Des pannes récurrentes obligent la fermeture temporaire de l'équipement. Le remplacement des pièces de la machinerie devient très difficile.

Pour le confort des usagers (scolaires, administrés, associations, sportifs), il est nécessaire de proposer une meilleure et constante répartition de la chaleur adaptée aux températures extérieures sans avoir à prévoir des périodes de surchauffe. L'objectif est également de trouver une meilleure régulation de la température de l'eau des 2 bassins de façon indépendante ainsi que la diminution des coûts d'entretien et

de réparation.

Le changement de filtre permettra la réduction de la consommation d'eau. En ce qui concerne le gaz, une pompe à chaleur sera installée.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 1 693 600 € HT. La subvention est calculée au taux de 30%.

**Localisation géographique :**

- FONTAINEBLEAU

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	295 600,00	17,45%
TRAVAUX	1 398 000,00	82,55%
Total	1 693 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	508 080,00	30,00%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (sollicité)	677 440,00	40,00%
COMMUNAUTE D'AGLOMERATION	508 080,00	30,00%
Total	1 693 600,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077176 - CAR - REQUALIFICATION DU PAS DE TIR A L'ARC DU COMPLEXE SPORTIF PHILIPPE MAHUT A FONTAINEBLEAU - COMMUNAUTÉ AGGLOMÉRATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU (77)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	428 655,80 € HT	23,85 %	102 223,50 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		102 223,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE AGGLOMERATION DU PAYS DE FONTAINEBLEAU  
Adresse administrative : 44 RUE DU CHATEAU  
77300 FONTAINEBLEAU  
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération  
Représentant : Monsieur PASCAL GOUHOURY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 juin 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

**Description :**

La communauté d'agglomération du Pays de Fontainebleau (CAPF) – (69 015 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Requalification du pas de tir à l'arc du complexe sportif Philippe Mahut à Fontainebleau ».

Ce complexe sportif, équipement structurant à l'échelle supra-communal, est situé sur la commune de Fontainebleau. Il est très fréquenté (9000 sportifs environ) et intègre diverses activités dont le tir à l'arc.

L'objectif de la CAPF est de réhabiliter entièrement le site de tir à l'arc afin de répondre à la demande des sportifs en situation de handicap et accueillir la préparation des jeux paralympiques de tir à l'arc en 2024. Cette réhabilitation, une fois aux normes, pourra favoriser l'augmentation des adhérents handi-archers.

Le projet comprend :

- des aménagements extérieurs avec la création de 5 places de stationnement PMR. Un espace de circulation permettra l'accès au site aux personnes à mobilité réduite et mise en place de plantations.

- la construction d'un bâtiment couvert réalisé entièrement en bois pour accueillir le pas de tir à l'arc aux normes PMR. Les eaux de pluie seront drainées vers un puisard d'infiltration.
- la rénovation des équipements existants avec la mise aux normes PMR du lieu de vie situé dans le chalet en bois (sanitaires et vestiaires). Le pas de tir à l'arc extérieur et l'espace de circulation du jeu d'arc seront mis aux normes ainsi que l'appentis utilisé pour le rangement du matériel.

Les travaux porteront sur le terrassement, le chauffage, l'électricité, la VRD...

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 428 655,80 € HT. La subvention est calculée au taux de 23,85 % en application des conditions habituelles des CAR mais également de celles applicables pour le dispositif relatif aux équipements sportifs de proximité.

#### Localisation géographique :

- FONTAINEBLEAU

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	378 296,00	88,25%
ALEAS	18 914,80	4,41%
ETUDES	31 445,00	7,34%
Total	428 655,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	102 223,50	23,85%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (sollicité)	158 666,00	37,01%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION	167 766,30	39,14%
Total	428 655,80	100,00%

**DOSSIER N° EX077191 - CAR - REHABILITATION ET RENOVATION ENERGETIQUE DE L'ECOLE  
ELEMENTAIRE (BATIMENT EST) - COMMUNE DE CHARTRETTES (77)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	200 000,00 € HT	50,00 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHARTRETTES  
Adresse administrative : 37 TER RUE GEORGES CLEMENCEAU  
77590 CHARTRETTES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur PASCAL GROS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2023 - 1 juin 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chartrettes (2542 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réhabilitation et rénovation énergétique de l'école primaire (bâtiment est) ».

L'école primaire comprend actuellement 6 salles (3 classes, une bibliothèque, une salle polyvalente et une salle informatique). Les enfants fréquentant l'école sont actuellement accueillis dans 3 classes situées dans le « château des Tilleuls » et dans 3 classes situées dans le bâtiment est.

Dans le bâtiment est, il existe un problème d'étanchéité des façades presque entièrement vitrées, entraînant des problèmes thermiques (froid en hiver, chaud en été), le bâtiment n'est pas confortable pour les usagers et est extrêmement énergivore. La toiture et la structure poteaux-poutres en béton sont sources de ponts thermiques importants. Le préau du bâtiment est très haut et sa configuration crée un effet ventoux désagréable. Les salles de classe sont petites, en moyenne 40m<sup>2</sup> au lieu de 50/60m<sup>2</sup> habituellement recommandés par l'éducation nationale.

Ces travaux seront l'occasion d'une grande réorganisation du bâtiment afin que toutes les classes puissent y être aménagées et permettre une autre destination aux salles du château.

Les travaux porteront sur le remplacement de l'ensemble des façades extérieures avec l'apport de protections solaires, la suppression des ponts thermiques au niveau des poteaux et poutres en béton, le renforcement de l'isolation de la couverture. La charpente sera conservée.

Les locaux seront réorganisés et optimisés, les classes seront agrandies, le préau sera reconstruit dans la cour d'école et le bâtiment sera remis aux normes (gardes corps, alarmes, électricité, etc.).

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 3 043 188,35 € HT, plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

**Localisation géographique :**

- CHARTRETTES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	396 937,61	13,04%
GROS OEUVRE, BOIS, BARDAGE, COUVERTURE	1 258 228,65	41,35%
MENUISERIE, FAUX- PLAFOND, PEINTURE, PLOMBERIE, ELECTRICITE	1 388 022,09	45,61%
Total	3 043 188,35	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	100 000,00	3,29%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (sollicité)	52 380,00	1,72%
ETAT (sollicité)	310 412,00	10,20%
COMMUNE	2 580 396,35	84,79%
Total	3 043 188,35	100,00%

**DOSSIER N° EX077207 - CAR - CONSTRUCTION D'UNE ECOLE MATERNELLE - COMMUNE DE CHARTRETTES (77)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 400 000,00 € HT	50,00 %	700 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		700 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHARTRETTES  
Adresse administrative : 37 TER RUE GEORGES CLEMENCEAU  
77590 CHARTRETTES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur PASCAL GROS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 28 juin 2023 - 1 février 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (diagnostics préalables, honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date d'éligibilité des dépenses retenue correspond à la date de dépôt du dossier de demande de subvention.

**Description :**

La commune de Chartrettes (2542 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Construction d'une école maternelle ».

L'école maternelle est située en plein cœur de Chartrettes. Sur le site même, les infrastructures liées à l'enfance (écoles, accueil de loisirs, halte-garderie) ont été réalisées au cours du temps et au fil des besoins parfois au moyen de bâtiments provisoires qui sont, depuis les années 70, toujours en place.

Avec l'évolution de la population, les effectifs des classes ont augmenté de 15 %, et rendent incontournable le projet de réalisation d'une nouvelle école maternelle. L'actuelle école possède 3 classes et est composée de bâtiments traditionnels et modulaires. L'ensemble est vieillissant et peu adapté aux besoins des utilisateurs.

La nouvelle école contiendra 5 classes et prendra place le long de la rue, à côté de l'accueil de loisirs et de la halte-garderie, profitant de la démolition d'un logement de fonction devenu vétuste et des anciens locaux de l'école.

Afin d'optimiser les surfaces et faciliter le fonctionnement, les locaux de la future construction seront

mutualisés avec ceux de la halte-garderie et du centre de loisirs (salle de motricité, buanderie, locaux de reprographie, locaux de repos ...etc.).

Les nouveaux locaux seront constitués d'une grande salle de motricité, de dortoirs, rangements, sanitaires et espaces vestiaires au RDC, ainsi que d'un grand préau sur la cour (avec rangement). A l'étage, se trouveront également une salle d'activités, des sanitaires et un espace de vie central avec vestiaires.

Les locaux existants seront peu modifiés : il s'agit surtout d'ouvrir des baies permettant d'apporter de la lumière aux salles d'activités orientées à l'ouest, et de réaliser les travaux découlant de la jonction entre le bâtiment existant et son extension. Le RDC est essentiellement dédié aux petits de la maternelle avec une salle de classe proche des dortoirs. Les autres salles de classe sont situées à l'étage.

Les travaux porteront sur le gros œuvre, la couverture, la menuiserie, la plomberie, la charpente, l'électricité et la peinture.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 3 086 007,75 € HT, plafonné à 1 400 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- CHARTRETTES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ETUDES	402 522,75	13,04%
GROS OEUVRE, CHARPENTE, COUVERTURE	1 435 938,91	46,53%
MENUISERIES, PLATRERIE, PEINTURES, SOLS	757 732,37	24,55%
PLOMBERIE, CHAUFFAGE, ELECTRICITE, ASCENCEUR	489 813,72	15,87%
Total	3 086 007,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	700 000,00	22,68%
CONSEIL DEPARTEMENTAL (sollicité)	200 000,00	6,48%
ETAT (sollicité)	252 068,00	8,17%
CAF	367 000,00	11,89%
COMMUNE	1 566 939,75	50,78%
Total	3 086 007,75	100,00%



**DOSSIER N° EX074345 - CAR - REHABILITATION DE L'ANCIENNE POSTE - THORIGNY-SUR-MARNE (77)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	300 000,00 € HT	50,00 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE THORIGNY SUR MARNE  
MAIRIE

Adresse administrative : 1 RUE GAMBETTA  
77400 THORIGNY-SUR-MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Manuel DA SILVA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juin 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser ces travaux avant la période estivale afin de permettre la livraison des 3 logements d'urgence dès 2024 dans le cadre des objectifs visés par la Communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire.

**Description :**

La commune de Thorigny-sur-Marne (10 533 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "Réhabilitation de l'ancienne poste".

Le bâtiment de l'ancienne poste date du XIXème siècle et présente une surface de 150 m<sup>2</sup> au sol sur deux niveaux (combles inaccessibles). Actuellement sans affectation, il est idéalement situé au cœur du centre de l'ancien village de Thorigny-sur-Marne : le choix de le rénover pour de nouveaux usages répond aux enjeux de la commune qui souhaite restructurer ses services, tout en s'appuyant sur le patrimoine local pour en faire un marqueur territorial et en développant les équipements publics en accompagnement des évolutions démographiques. Ce projet s'inscrit par ailleurs dans les objectifs du programme local de l'habitat (logements d'urgence) et en faveur des actions sociales de la Communauté d'agglomération de Marne-et-Gondoire.

L'ancienne poste aura ainsi vocation à accueillir les services publics de proximité en rez-de-chaussée et trois logements d'urgence à l'étage. Les travaux envisagés concernent la réhabilitation de l'ensemble bâti

et le réaménagement de chacun des deux niveaux qui seront accessibles indépendamment l'un de l'autre avec la création d'un nouvel escalier (partie nord du bâtiment). Le centre communal d'action sociale (CCAS) pourra bénéficier en rez-de-chaussée de 121,60 m<sup>2</sup> de surface pour recevoir le public et installer ses locaux.

Cette réhabilitation inclura notamment la mise en accessibilité en faveur des personnes à mobilité réduite (PMR) en particulier par la création d'un sas d'entrée adapté au rez-de-chaussée (partie nord du bâtiment) et d'un cheminement facilité à l'intérieur avec les sanitaires et dégagements nécessaires.

Les principaux travaux intérieurs comprendront les démolitions nécessaires aux nouveaux agencements des deux niveaux avec menuiseries intérieures, carrelage et faïence pour les pièces humides, et mise aux normes des installations techniques (électricité, plomberie, chauffage, alarme incendie). L'isolation thermique par l'intérieur est prévue pour l'ensemble du bâtiment, y compris des combles, avec remplacement des ouvertures en simple vitrage.

Les travaux extérieurs prévoient le ravalement complet du bâti, y compris la reprise des corniches et le remplacement de toutes les menuiseries à l'exception de la porte d'entrée ; la couverture sera remaniée.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 1 044 099,46 € HT, plafonné à 300 000,00 € HT. Le lot "mobilier" est non éligible et exclu de la base des travaux éligibles au projet.

La subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- THORIGNY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	1 000 879,46	95,86%
LOT MOBILIER (NON ELIGIBLE)	43 220,00	4,14%
Total	1 044 099,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	150 000,00	14,37%
DEPARTEMENT 77 - FAC (Fonds d'Aménagement Communal) sollicité	350 000,00	33,52%
ETAT - DETR (Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux) sollicitée	200 250,00	19,18%
COMMUNE	343 849,46	32,93%
Total	1 044 099,46	100,00%

**DOSSIER N° EX075927 - CAR - CONSTRUCTION DU CENTRE TECHNIQUE COMMUNAUTAIRE DE MEULAN-EN-YVELINES - COMMUNAUTÉ URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE (78)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041512-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	2 308 000,00 € HT	30,00 %	692 400,00 €
	Montant total de la subvention		692 400,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE  
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES  
78410 AUBERGENVILLE  
Statut Juridique : Communauté Urbaine  
Représentant : Madame Cécile ZAMMIT-POPESCU, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 avril 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des études et des travaux est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération (études de maîtrise d'œuvre, en particulier) et par le besoin de respecter le calendrier opérationnel de l'opération afin de permettre sa mise en service dans les délais attendus, soit fin 2024. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (421 098 habitants - INSEE 2019) propose l'opération « Construction du centre technique communautaire de Meulan-en-Yvelines ».

La Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise souhaite entreprendre la restructuration d'un ensemble bâti à Meulan-en-Yvelines afin d'y installer son centre technique communautaire (CTC). Ce dernier exercera les compétences de la Communauté urbaine dans les champs de la propreté, de l'éclairage public, des espaces verts et de la voirie sur les communes de Meulan-en-Yvelines, Gargenville, Hardricourt, Jambville, Juziers, Lainville-en-Vexin, Mézy-sur-Seine, Montalet-le-Bois, Oinville-sur-Montcient, Sailly et Tessancourt-sur-Aubette.

Aussi la Communauté urbaine a acquis le 7 décembre 2022 l'ancien site départemental situé au 4 rue du Stade à Meulan-en-Yvelines. Cette opération d'ensemble comprend :

- une phase de désamiantage et de démolition de bâtiments existants ;

- une phase de restructuration d'autres bâtiments qui hébergeront les espaces administratifs, les espaces communs, les espaces de stockages intérieurs et extérieurs, et des espaces de stationnement.

Le futur centre technique communautaire représente une surface de plancher totale de 634 m<sup>2</sup> auxquels s'ajoutent 995 m<sup>2</sup> de surfaces extérieures. Les espaces administratifs comprennent une surface de 220 m<sup>2</sup> et sont composés d'un accueil, d'espaces de bureaux, d'une salle de réunion et de locaux support (salle de détente, salle de reprographie, archives, sanitaires, local ménage). Les locaux du personnel comprennent une surface de 133 m<sup>2</sup> et sont composés des espaces d'accueil, de locaux de convivialité : réfectoire, salle de détente, terrasse et des espaces de vestiaires. Les espaces de stockage comprennent une surface de 995 m<sup>2</sup> et sont composés des espaces de stationnement pour les véhicules légers, des espaces de stationnement pour les poids lourds : balayeuses, camions bennes et sapeurs et des surfaces extérieures pour les bennes, stockage de matériaux et aires de lavage professionnel.

Ce nouveau centre technique communautaire présentera une organisation spatiale permettant un fonctionnement selon un principe de marche en avant : accès véhicules dans une boucle logistique, prise en charge des livraisons, stockage, départ en intervention. Il garantira la séparation des flux entre espaces de bureaux et fonctions logistiques.

Les enjeux sont d'améliorer les conditions de travail des agents, de renforcer les compétences de proximité en lien avec les communes et de réaliser des économies d'énergie par une réhabilitation thermique avec un objectif d'une consommation énergétique de 35 kwh énergie finale /m<sup>2</sup>/an et une émission de CO<sub>2</sub> de 8 kg en équivalent CO<sub>2</sub>/m<sup>2</sup> par an.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 2 308 000€ HT, la subvention est calculée au taux de 30%.

#### Localisation géographique :

- MEULAN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE DÉMOLITION ET DÉSAMIANTAGE	80 000,00	3,47%
ÉTUDES MAÎTRISE D'OEUVRE DE LA PHASE DE CONSTRUCTION	128 000,00	5,55%
TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CTC	2 100 000,00	90,99%
Total	2 308 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	692 400,00	30,00%
COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE	1 615 600,00	70,00%
Total	2 308 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077187 - CAR - CONSTRUCTION DE LA HALLE DE MARCHÉ ET AMÉNAGEMENTS EXTERIEURS - COMMUNE DE BOIS-D'ARCY (78)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 820 000,00 € HT	50,00 %	910 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		910 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOIS D'ARCY  
Adresse administrative : 2 AV PAUL VAILLANT COUTURIER  
78395 BOIS D ARCY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur JEAN PHILIPPE LUCE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 11 décembre 2023 - 27 janvier 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Bois-d'Arcy (15 028 habitants INSEE 2020) propose l'opération "construction de la halle de marché et aménagements extérieurs".

La ville souhaite relancer l'attractivité de son marché en construisant une halle couverte plus moderne, plus fonctionnelle, plus chaleureuse et située autour du bourg historique qui fait l'objet d'une requalification plus globale. Le nouvel emplacement participera à la redynamisation des commerces de centre-bourg et bénéficiera de la proximité de nombreux équipements publics.

Le bâtiment s'inspire des halles de marché traditionnelles en revisitant les baies cintrées des halles du XIXème siècle. Ces grandes ouvertures percent des murs en béton dans les teintes des bâtiments anciens du centre historique. L'enveloppe de la halle de marché est habillée de bois.

Cette nouvelle halle d'une surface de 410 m² est composée de 11 étals fixes ainsi que de stands amovibles ou extérieurs en complément. Une salle multi-usages de 60 m² permet d'accueillir des ateliers et des animations en lien avec les associations et les événements organisés par la ville.

Le toit est équipé de panneaux solaires, ils ont le double avantage de participer à la transition énergétique et à l'isolation du bâtiment.

Les aménagements extérieurs offrent une large place à la végétalisation, avec l'aménagement d'un parking arboré de 26 places en « evergreen », des parterres végétalisés, des plantations d'arbres de haute tige et des plantes grimpantes le long de la sente piétonne qui relie le parvis de la halle de marché et de l'église aux équipements publics (écoles, gymnase et crèche). Ces aménagements extérieurs ont

pour objectif de rafraîchir l'air au sein d'un secteur très imperméabilisé.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 2 060 588 € HT, plafonné à 1 820 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

**Localisation géographique :**

- BOIS-D'ARCY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagements	1 902 500,00	92,33%
MOE et études diverses	158 088,00	7,67%
Total	2 060 588,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	910 000,00	44,16%
Commune	1 150 588,00	55,84%
Total	2 060 588,00	100,00%

**DOSSIER N° EX077188 - CAR - CREATION D'UNE AIRE DE JEUX - SQUARE SIMONE VEIL -  
COMMUNE DE BOIS-D'ARCY (78)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	180 000,00 € HT	50,00 %	90 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		90 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOIS D'ARCY  
Adresse administrative : 2 AV PAUL VAILLANT COUTURIER  
78395 BOIS D ARCY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur JEAN PHILIPPE LUCE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 3 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser ces travaux pendant les vacances scolaires d'été afin, de limiter les nuisances pour les personnels et les élèves à la rentrée scolaire de septembre 2023, le square étant limitrophe du groupe scolaire.

**Description :**

La commune de Bois-d'Arcy (15 028 habitants INSEE 2020) propose l'opération "création d'une aire de jeux - square Simone Veil".

Ce projet comprend :

- la création d'une allée de 2 mètres de large avec grave naturelle drainante et béton désactivé pour relier les 3 entrées/sorties du square : coté parvis, coté pôle jeunesse, côté rue du Parc ;
- l'installation de 3 jeux (2 inclusifs et 1 PMR) sur dalle et d'un sol amortissant. Ces trois jeux sont développés spécialement pour répondre aux besoins des enfants en situation de handicap. Il sera proposé un toboggan double avec marches PMR, une cabane et un jeu de rôle sous forme de bateau ;
- la plantation de 3 arbres à feuilles persistantes pour la création d'un îlot de fraîcheur ;
- la mise en place d'une haie fleurie le long de la clôture de l'école, côté square ;
- l'engazonnement de tout le square ;
- la création d'une clôture barreaudée sur muret ;
- la reprise de l'enrobé du parvis et du trottoir rue du Parc ;
- l'installation d'appuis vélos sur le parvis ;

- un nouveau mobilier urbain : 3 candélabres, 6 bancs et 3 corbeilles.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 195 721 € HT, plafonné à 180 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

**Localisation géographique :**

- BOIS-D'ARCY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagements	195 721,00	100,00%
Total	195 721,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	90 000,00	45,98%
Commune	105 721,00	54,02%
Total	195 721,00	100,00%



**DOSSIER N° EX077189 - CAR - BONUS ENVIRONNEMENTAL - TOITURE VEGETALISEE DE LA CRECHE - COMMUNE DE BOIS-D'ARCY (78)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	154 000,00 € HT	50,00 %	77 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		77 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOIS D'ARCY  
Adresse administrative : 2 AV PAUL VAILLANT COUTURIER  
78395 BOIS D ARCY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur JEAN PHILIPPE LUCE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 août 2023 - 19 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité d'assurer un calendrier opérationnel permettant une livraison des équipements échelonnée en cours d'année scolaire 2023-2024.

**Description :**

La commune de Bois-d'Arcy (15 028 habitants INSEE 2020) propose l'opération "bonus environnemental - toiture végétalisée de la crèche".

La commune souhaite équiper ce nouveau bâtiment d'un toit végétalisé d'une surface de 790 m² pour proposer un environnement le plus naturel possible dans le but de :

- embellir le quartier et donner une cohérence visuelle à l'ensemble des architectures qui le composent (maisons construites en pierre meulière avec de larges haies d'arbustes) ;
- créer un îlot de fraîcheur qui permettra de baisser la température à l'intérieur de la crèche lors des grandes chaleurs estivales et d'isoler le bâtiment ;
- créer un substrat compris entre 30 cm et 1 mètre, composé d'une végétalisation intensive (toutes strates végétales des plantes couvre-sol aux arbres) favorable à la biodiversité ;
- gérer l'infiltration des eaux de pluie à la parcelle grâce à la rétention d'eau de la toiture végétalisée ;
- créer un espace apaisant et pédagogique à l'aide d'une prairie sauvage adaptée pour les enfants et d'un chemin stabilisé. Les enfants pourront ainsi déambuler dans le jardin, participer aux divers ateliers de jardinage qui seront proposés et découvrir des essences d'arbustes ;
- intégrer des panneaux photovoltaïques pour une autonomie énergétique partielle ;

- créer un rappel de la nature avec le bardage bois apposé au garde-corps ;
- apporter de la lumière naturelle à l'intérieur du bâtiment grâce aux lanterneaux placés sur le toit.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 3 069 325 € HT, plafonné à 154 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50 %.

#### Localisation géographique :

- BOIS-D'ARCY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'oeuvre (non éligible)	327 632,00	10,67%
Travaux hors lots 12 et 13 (non éligibles)	2 492 374,00	81,20%
Lot 12 Toiture terrasse - végétalisation (bonus environnemental)	233 835,00	7,62%
Lot 13 Photovoltaïque (bonus environnemental)	15 484,00	0,50%
Total	3 069 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	77 000,00	2,51%
Département des Yvelines (sollicité)	1 500 000,00	48,87%
Caisse d'assurance familiale (sollicité)	350 000,00	11,40%
Commune	1 142 325,00	37,22%
Total	3 069 325,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073889 - CAR - AMENAGEMENT DES BOULEVARDS LYAUTEY ET EBOUE -  
COMMUNE DE MILLY-LA-FORET (91)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	617 139,50 € HT	50,00 %	308 569,75 €
Montant total de la subvention			308 569,75 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MILLY-LA-FORET

Adresse administrative : PL DE LA REPUBLIQUE  
91490 MILLY LA FORET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrice SAINSARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 4 avril 2023 - 1 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc...), identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au à la date de dépôt de la demande de subvention sur MesDémarches

**Description :**

La commune de Milly-la-Forêt (4 620 hab. - INSEE 2020) propose l'opération "aménagement des boulevards Lyautey et Eboué".

La présente opération concerne le réaménagement global des boulevards Lyautey et Eboué, en centre-ville, intégrant les circulations douces piétonnes (dont PMR) et cyclables. Ces axes sont structurants à l'échelle de la commune, ils assurent la desserte d'un groupe scolaire, du parc du Moustier, et de futurs équipements publics culturels.

Des dysfonctionnements relevés par la commune et les habitants peuvent créer des situations accidentogènes. Pour y remédier, la cohabitation entre les véhicules motorisés et les vélos doit être assurée, la place des piétons doit être mieux affirmée et sécurisée, le stationnement doit être organisé.

Sur les deux axes, les travaux envisagés consistent à créer une piste cyclable bidirectionnelle ou une voie verte de 3 m de large au niveau du trottoir, à installer des stationnements pour les vélos et l'ensemble de la signalisation horizontale et verticale pour les vélos conformément au code de la route. Sur les sections

où l'espace est suffisant, l'aménagement permettra la réalisation d'une piste cyclable en accompagnement d'un cheminement piéton. Sur les sections plus restreintes, sur le boulevard Lyautey notamment, la cohabitation entre vélos et piétons sera mise en place au travers de la voie verte (80 mètres linéaires concernés).

L'assainissement sera repris pour être adapté au nouveau profil en travers. Le reste de la chaussée sera requalifié : réfection des enrobés des trottoirs, qui seront remis aux normes PMR à cette occasion, et des espaces de stationnement.

Les arbres qui seront abattus dans le cadre de l'opération en conséquence du diagnostic phytosanitaire négatif seront remplacés.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 617 139,50 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- MILLY-LA-FORET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements de sécurité	109 884,00	17,81%
Aménagements cyclables et liaisons douces	307 095,50	49,76%
Réalisation de stationnements	101 960,00	16,52%
Traitement paysager	77 450,00	12,55%
Honoraires maîtrise d'œuvre	20 750,00	3,36%
Total	617 139,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	308 569,75	50,00%
Département de l'Essonne (sollicité)	61 419,10	9,95%
Commune	247 150,65	40,05%
Total	617 139,50	100,00%

**DOSSIER N° EX073890 - CAR - CREATION D'UNE AIRE DE JEUX EN CENTRE VILLE - COMMUNE DE MILLY-LA-FORET (91)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	165 000,00 € HT	50,00 %	82 500,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		82 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MILLY-LA-FORET

Adresse administrative : PL DE LA REPUBLIQUE  
91490 MILLY LA FORET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrice SAINSARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2023 - 10 septembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de réaliser les travaux dans des délais permettant de libérer l'espace public pour la rentrée de septembre 2023, les aires de jeux étant prévues devant une école en centre-ville.

**Description :**

La commune de Milly-la-Forêt (4 620 habitants INSEE 2020) propose l'opération "création d'une aire de jeux en centre-ville".

L'opération consiste à création un espace ludique et sportif pour favoriser le lien social, créer de l'animation en centre-ville et promouvoir l'activité physique et sportive de proximité. Le projet a deux composantes : des jeux pour la petite enfance et des équipements sportifs de proximité destinés aux adultes.

Le contrat d'aménagement porte uniquement sur les installations à destination de la petite enfance. Ils pourront accueillir jusqu'à 46 enfants en simultanée. Les équipements sont diversifiés et inclusifs : ils favoriseront le développement des techniques de coordination croisée et d'équilibre, stimuleront la capacité des enfants (la logique et le contrôle des mouvements). Pour ce faire, il est prévu l'installation « twister » avec plateforme et cordage permettant l'apprentissage de l'équilibre pour les plus petits, de l'escalade, et une structure à cordage plus complexe pour les plus grands (niveau élémentaire).

Les travaux comprennent la création de la plateforme d'accueil des jeux (travaux de fond de forme et préparation des sols, mise en œuvre d'un sol souple coloré en fonction de la destination et de l'âge des jeux) ainsi que la fourniture et pose des jeux.

Le site sera par ailleurs un lieu de détente et de repos pour les adultes accompagnants. La fourniture et la pose de mobiliers sont prévues (bancs, poubelles, tables de pique-nique).

Dans le cadre du contrat d'aménagement régional, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans les fiches IRIS EX074006 (1 stagiaire), EX074008 (1 stagiaire) et EX073889 (1 stagiaire).

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant global de l'opération s'élève à 275 000 € HT. La part relevant des travaux, de la fourniture et pose des équipements destinés à la petite enfance et retenue dans le CAR sont estimés à 183 046,92 € HT et sont plafonnés à 165 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

Les travaux et installations des équipements sportifs de proximité, estimés à 91 953,08 € HT, ne sont pas intégrés dans la dépense subventionnable et pourraient faire l'objet d'une demande au titre des équipements sportifs de proximité.

#### Localisation géographique :

- MILLY-LA-FORET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX, FOURNITURE ET POSE MOBILIER ESPACE PETITE ENFANCE	183 046,92	66,56%
TRAVAUX, FOURNITURE ET POSE EQUIPEMENTS SPORTIFS DE PROXIMITE (non éligibles)	91 953,08	33,44%
Total	275 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	82 500,00	30,00%
Agence Nationale du Sport (sollicité)	90 000,00	32,73%
Mutuelle Sociale Agricole (sollicité)	6 000,00	2,18%
Commune	96 500,00	35,09%
Total	275 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074225 - CAR - REQUALIFICATION URBAINE ET PAYSAGERE DE LA RUE DE CAZES, DE LA RUE DE GARCHES ET DU ROND-POINT DU SOUVENIR FRANCAIS - VAUCRESSON (92)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 543 000,00 € HT	50,00 %	771 500,00 €
	Montant total de la subvention		771 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VAUCRESSON

Adresse administrative : 8 GRANDE RUE  
92420 VAUCRESSON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique JACQUELINE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 12 avril 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser

- des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération ; il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, coordination de chantier, bureau de contrôle...) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début du projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

- des travaux au cours de la période estivale (juillet 2023) afin de réduire les nuisances sur les usagers de cet espace public, dans le cadre d'un calendrier contractuellement établi avec les entreprises titulaires des marchés de travaux.

**Description :**

La commune de Vaucresson (8 941 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Requalification urbaine et paysagère de la rue de Cazes, de la rue de Garches et du rond-point du Souvenir français ».

Dans le cadre de la préservation du cadre de vie et de l'adaptation au changement climatique, la commune souhaite requalifier ces 600 mètres de voiries : outre la réfection de la chaussée (avec plateaux surélevés et chicanes), il est prévu l'intégration d'une piste cyclable, la plantation d'alignement d'arbres ainsi qu'une amélioration des espaces destinés aux piétons. Il en sera de même pour le projet de réaménagement de la RD 907, non-pris en compte dans cette fiche IRIS, depuis le carrefour du Fer rouge jusqu'à Garches, mené par le Département. Le projet, objet de la fiche IRIS, est issu de l'étude urbaine

réalisée en 2022 par la municipalité sur le périmètre du centre-ville élargi. Ces voies desservent des logements mais aussi un supermarché, le cimetière et le centre technique municipal. Par ailleurs, la rue de Cazes est l'axe le plus emprunté de la ville et permet de rejoindre le quartier de la Défense au nord. Toutefois, ces axes souffrent de plusieurs dysfonctionnements parmi lesquels le caractère accidentogène des voiries et des intersections, une non-adaptation de certaines portions aux personnes à mobilité réduite et l'utilisation du rond-point du Souvenir français comme aire de retournement pour les véhicules de livraison du supermarché situé en contre-bas de la rue de Cazes.

Le programme prévoit la création d'une bande cyclable dans le sens de la montée (sud-nord) qui permettra de prolonger l'aménagement cyclable réalisé par le Département sur la RD 907, axe perpendiculaire à la rue de Cazes. Les continuités piétonnes seront séparées de la chaussée par une bande de stationnement alternée par des espaces plantés le long de la rue de Garches. Le rond-point sera converti en carrefour paysager permettant notamment de réduire la vitesse de circulation tout en réduisant la surface dédiée à la voirie. L'aménagement d'un parvis devant le cimetière complètera la réfection de ce secteur. Pour renforcer la sécurité, des arrêts de bus seront créés ainsi que des passages piétons. Le bilan du stationnement est neutre pour les véhicules particuliers sur toute la surface du projet et supérieur pour les camions de livraison avec la création d'une poche de places de livraison sur la rue de Cazes en face du supermarché. Les deux places réservées IRVE (infrastructure de recharge de véhicules électriques) existantes en face du cimetière sont maintenues. Le projet porte, en outre, une ambition particulière sur l'intégration des espaces verts : désimperméabilisation des sols et utilisation de pavés enherbés pour le stationnement dédié au cimetière pour faciliter l'infiltration des eaux pluviales vers les espaces végétalisés et plantation de végétaux endémiques et ornementaux adaptés au milieu urbain pour favoriser la réduction des îlots de chaleur.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 635 566,00 € HT, plafonné à 1 543 000,00 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- VAUCRESSON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
HONORAIRES	60 228,00	3,68%
TRAVAUX	1 575 338,00	96,32%
Total	1 635 566,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	771 500,00	47,17%
ETAT - DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) - Acquis	328 000,00	20,05%
COMMUNE	536 066,00	32,78%
Total	1 635 566,00	100,00%



**DOSSIER N° EX074226 - CAR - REAMENAGEMENT ET EXTENSION DU SQUARE DE LA CROIX  
BLANCHE - VAUCRESSON (92)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	257 000,00 € HT	50,00 %	128 500,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		128 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VAUCRESSON

Adresse administrative : 8 GRANDE RUE  
92420 VAUCRESSON

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Véronique JACQUELINE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 7 août 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de les réaliser au cours de la période estivale afin de réduire les nuisances sur les usagers de cet espace public, dans le cadre d'un calendrier contractuellement établi avec les entreprises titulaires des marchés de travaux.

**Description :**

La commune de Vaucresson (8 941 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réaménagement et extension du square de la croix blanche ».

Ce projet est issu de l'étude urbaine réalisée par la municipalité sur le périmètre du centre-ville élargi, dont le plan-guide et de mise en action, suite à plusieurs réunions publiques, a été publié en janvier 2023. L'îlot de la croix blanche est composé de quatre espaces majeurs : le parking auquel on accède par la rue du Docteur Christen (partie ouest) ne fait pas partie de l'assiette du projet ; les trois autres objets qui composent la partie est du projet, c'est-à-dire le square de la croix blanche, le parking du cinéma Normandy auquel on accède par le boulevard de la République/RD907 et le parvis desservant les équipements et commerces (restaurant Bogart, cinéma, bibliothèque), constituent l'assiette du projet.

L'étude urbaine a mis en évidence plusieurs points : le square de la croix blanche, qui est un des seuls espaces verts du centre-ville, apparaît sous-exploité au regard de son potentiel et plus globalement, le centre-ville a un caractère trop minéral et les espaces de stationnements sont trop nombreux. L'objectif est donc de prolonger le square existant grâce à la désimperméabilisation du parvis et du parking du

cinéma, permettant d'assurer l'unité paysagère du site.

Il est donc prévu de réaménager le parking du cinéma en réduisant le nombre de places de parking. Les espaces récupérés au niveau du parking ainsi que le parvis seront désimperméabilisés permettant de réduire la surface imperméabilisée de 335 m². Des dalles engazonnées seront utilisées pour le stationnement, le reste de l'espace sera engazonné et sera relié au square grâce à la réfection d'un cheminement existant. Tous les arbres existants de grand développement seront conservés et des nouveaux arbres de moyen développement seront plantés ainsi que des haies arbustives et des massifs en mélange. Le nivellement des sols sera retravaillé pour maîtriser l'irrigation des eaux pluviales et alimenter directement les espaces verts.

Pour séparer et sécuriser les flux, l'entrée et la sortie des véhicules se feront par une entrée unique, entraînant une refonte des circulations au sein du parking, et un accès piéton distinct sera créé permettant de rejoindre directement le parvis depuis le boulevard en sécurité par un cheminement piéton adapté aux normes PMR (personnes à mobilité réduite). Le nombre de place de stationnements sera réduit de 32 à 19 places dont une PMR, ce qui permettra de maintenir une offre suffisante pour les équipements et commerces présents au sein de l'îlot.

L'unité du site sera renforcée par la reprise et le prolongement du mur et de la clôture entre le parking rénové et le square avec l'installation de portillons et avec la requalification de la haie existante. Pour compléter l'aménagement du square, il est prévu d'ajouter de nouveaux dispositifs à l'aire de jeu existante et un boulodrome. Du mobilier urbain neuf sera posé et l'éclairage public de ce secteur sera refait.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 398 046,25 € HT, plafonné à 257 000,00 € HT, base éligible de travaux seuls, excluant la prise en charge d'honoraires. La subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- VAUCRESSON

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	372 496,25	93,58%
HONORAIRES (NON ELIGIBLES)	25 550,00	6,42%
Total	398 046,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	128 500,00	32,28%
METROPOLE DU GRAND PARIS - Acquis	68 984,00	17,33%
EPT PARIS OUEST LA DEFENSE (POLD) - Sollicitée	80 000,00	20,10%
COMMUNE	120 562,25	30,29%
Total	398 046,25	100,00%

**DOSSIER N° EX073881 - CAR - RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DE LA ZAE DE LA DEMI-LUNE - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VEXIN VAL DE SEINE (95)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 476 633,00 € HT	30,00 %	442 989,90 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		442 989,90 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CCVVS COMMUNAUTE DE COMMUNES  
VEXIN VAL DE SEINE

Adresse administrative : 12 RUE DES FRERES MONTGOLFIER  
95420 MAGNY EN VEXIN

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS RENARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 18 septembre 2023 - 15 avril 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La communauté de communes Vexin Val-de-Seine (16 709 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réaménagement des espaces publics de la ZAE de la Demi-Lune à Magny-en-Vexin ».

La ZAE la Demi-Lune a été créée dans les années 1970 et l'intercommunalité a pris en charge la gestion de cette ZAE en 2017 ; dans le cadre de son extension, elle a acquis en 2021 auprès de la commune de Magny-en-Vexin 4 parcelles d'un total de près de 8 hectares. Cette extension nécessite des aménagements de l'actuel site. L'absence de trottoirs, de voies vertes, de pistes cyclables, et de plusieurs issues en fait une ZAE peu attractive et peu sécurisée.

Le projet présenté s'intègre dans une volonté globale de revitalisation des ZAE du territoire et d'adaptation aux nouvelles normes environnementales, de circulation et de sécurisation.

Le projet prévoit ainsi :

- la réalisation d'une voie verte reliant le centre-ville de Magny-en-Vexin et la zone d'activités économiques (ZAE) de la Demi-Lune ;
- la création de pistes cyclables continues rue Gutenberg, rue Ampère et rue des frères Montgolfier, sur un linéaire respectif de 500 m, 200 m et 200 m ;
- la mise en place d'une continuité sécurisée de trottoirs rue Gutenberg, rue Ampère et rue des frères Montgolfier ;
- la création d'une nouvelle voirie sur un linéaire de 400 m environ constituant une seconde issue vers la RD 983, ce qui va concourir d'une part à la sécurisation de la ZAE et permettre d'autre part à la flotte

d'autocars d'Île-de-France Mobilités de disposer d'un accès direct à leur centre d'exploitation sans avoir l'obligation de traverser la ZAE ;

- enfin, la création de 32 nouvelles places de parking végétalisées rue Gutenberg pour répondre aux besoins locaux de stationnement et éviter l'occupation anarchique des espaces publics détériorant les bas-côtés.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 637 133 € HT, plafonné à hauteur de 1 476 633 € HT, la subvention est calculée au taux de 30%.

#### Localisation géographique :

- MAGNY-EN-VEXIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	1 395 231,51	85,22%
TRAVAUX (non éligibles)	138 464,35	8,46%
HONORAIRES (éligibles)	81 401,49	4,97%
ACQUISITION (non éligible)	22 035,65	1,35%
Total	1 637 133,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	442 989,90	27,06%
DÉPARTEMENT 95 (sollicité)	491 139,90	30,00%
COMMUNE	703 003,20	42,94%
Total	1 637 133,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073882 - CAR - RÉAMÉNAGEMENT ET EXTENSION DU SIÈGE DE  
L'INTERCOMMUNALITÉ- COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VEXIN VAL DE SEINE (95)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	488 700,00 € HT	30,00 %	146 610,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		146 610,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CCVVS COMMUNAUTE DE COMMUNES  
VEXIN VAL DE SEINE

Adresse administrative : 12 RUE DES FRERES MONTGOLFIER  
95420 MAGNY EN VEXIN

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS RENARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2023 - 26 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité exceptionnelle de commencer les travaux avant le passage en commission permanente compte-tenu de l'objet de l'équipement.

**Description :**

La Communauté de communes Vexin Val-de-Seine (16 709 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réaménagement et extension du siège de l'intercommunalité ».

Créée en 2005, la communauté de communes s'est élargie en 2014 passant de 8 à 26 communes. Le nombre de compétences s'est étoffé parallèlement et a eu pour conséquence la constitution d'une organisation administrative plus structurée incluant divers services accueillant du public :

- un relais d'accueil parents enfants ;
- un lieu d'accueil parent enfant ;
- France services ;
- un service administratif ;
- des services techniques.

Cette évolution s'est traduite par une évolution de la masse salariale (passage d'un seul agent à 14 actifs avec le renfort de mises à disposition).

Le bâtiment dans lequel est localisé depuis 2016 le siège de la communauté de communes couvre 400 m2 répartis sur deux étages. Le parking comprend seulement 11 places de stationnements et ne répond plus aux besoins de l'hôtel communautaire.

La situation actuelle ne permet pas aujourd'hui de garantir des conditions de travail optimales pour les agents, ni une accessibilité aisée et sécurisée, notamment des usagers à mobilité réduite.

Un choix a été opéré entre la construction d'une nouvelle maison intercommunale et l'extension du bâtiment existant ; c'est la seconde solution qui a été retenue par le conseil communautaire.

Ce sont donc 103 m<sup>2</sup> qui seront ajoutés afin de créer un espace d'accueil pouvant recevoir du public, quatre bureaux, dont un permettant la confidentialité de la Maison France services, un espace dédié aux archives, un local à ménage ainsi que des sanitaires adaptés aux personnes à mobilités réduites.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 532 350 € HT, plafonné à hauteur de 488 700 € HT, la subvention est calculée au taux de 30%.

#### Localisation géographique :

- MAGNY-EN-VEXIN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX (éligibles)	488 700,00	91,80%
HONORAIRES (non éligibles)	43 650,00	8,20%
Total	532 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	146 610,00	27,54%
ÉTAT - DSIL (sollicité)	119 747,00	22,49%
DÉPARTEMENT 95 (sollicité)	106 288,00	19,97%
COMMUNE	159 705,00	30,00%
Total	532 350,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073218 - CAR - CONSTRUCTION D'UN GROUPE SCOLAIRE AVEC ACCUEIL PÉRISCOLAIRE ET UNE RESTAURATION SCOLAIRE SUR LE SECTEUR DE LA BERCHÈRE - ANDILLY (95)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	1 600 000,00 € HT	50,00 %	800 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		800 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ANDILLY

Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN  
95580 ANDILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Daniel FARGEOT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 juillet 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité exceptionnelle de commencer les travaux avant le passage en commission permanente compte-tenu de l'objet de l'équipement.

**Description :**

La commune d'Andilly (2 703 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Construction d'un groupe scolaire avec accueil périscolaire et une restauration scolaire sur le secteur de La Berchère ».

Pour répondre à l'obligation de disposer sur son territoire de 25% de logements sociaux, la commune d'Andilly a engagé un programme de renouvellement urbain sur le secteur de La Berchère sur le Plateau.

Ce sont environ 230 logements dont 40 à 45% de logements locatifs sociaux qui devraient être construits d'ici à 2025/2030 avec un apport de l'ordre de 600 habitants supplémentaires.

Situé en entrée de ville, ce projet intègre une forte dimension environnementale privilégiant un habitat et des équipements durables et économes en énergie, un traitement paysager qualitatif, des voiries sécurisées et apaisées, des liaisons douces et des corridors écologiques pour préserver la faune et la flore.

Le site bénéficie d'un cadre paysager que la ville souhaite valoriser en y implantant le nouveau groupe scolaire d'Andilly et pouvoir ainsi accueillir les nouveaux élèves.

Il est prévu, sur une parcelle communale de 5 842 m<sup>2</sup>, la construction d'un groupe scolaire primaire d'une surface utile de 2 205 m<sup>2</sup> comprenant :

- 3 classes maternelles et 5 classes primaires dont 2 dédoublables.

- les locaux associés nécessaires au fonctionnement de l'établissement (halls d'accueil, locaux adultes pour l'ensemble de la communauté scolaire et éducative, dortoir, salle de motricité, sanitaires, locaux techniques et de rangement, préaux...)

- le mobilier fixe (rangements, paillasse etc...).

Il comprendra également un accueil périscolaire (matin et soir) maternel et élémentaire d'une capacité de 60 places et une restauration scolaire maternelle et élémentaire en liaison froide pouvant recevoir jusqu'à 192 enfants sur deux services.

Le projet retenu, qualifié de « bâtiment paysage », est un bâtiment qui s'enroule autour de deux cours haute et basse, face à la forêt.

Les espaces intérieurs seront fonctionnels, lisibles et clairement identifiables par les enfants, conçus avec un confort en lumière naturelle avec des vues lointaines vers la forêt propice à l'enseignement et aux apprentissages.

Ce projet qui intègre des critères de performance énergétique, des principes d'architecture bioclimatique et qui prend en considération la biodiversité fait l'objet d'une demande de bonus environnemental objet de la fiche IRIS n°EX073220.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 5 123 877 € HT, plafonné à hauteur de 1 600 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- ANDILLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX ÉLIGIBLES	1 600 000,00	31,23%
TRAVAUX (non éligibles)	3 523 877,00	68,77%
Total	5 123 877,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	800 000,00	15,61%
ÉTAT - DETR (acquises)	125 000,00	2,44%
ÉTAT (sollicitées)	1 350 500,00	26,36%
DÉPARTEMENT 95 (sollicitées)	1 300 000,00	25,37%
COMMUNE	1 548 377,00	30,22%
Total	5 123 877,00	100,00%



**DOSSIER N° EX073219 - CAR - AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET PUBLICS  
AUTOUR DU GROUPE SCOLAIRE DE LA BERCÈRE - ANDILLY (95)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	400 000,00 € HT	50,00 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ANDILLY

Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN  
95580 ANDILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Daniel FARGEOT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 juillet 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité exceptionnelle de commencer les travaux avant le passage en commission permanente compte-tenu de l'objet de l'équipement.

**Description :**

La commune d'Andilly (2 703 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Aménagement des espaces extérieurs et publics autour du groupe scolaire de La Berchère ».

Cette opération est destinée à accompagner l'opération de construction du nouveau groupe scolaire (Fiche IRIS n° EX073218) et son bonus environnemental (Fiche IRIS n° EX073220) : elle comprend l'ensemble des aménagements extérieurs et espaces publics connexes à l'équipement et nécessaires à ses usagers, tels que les cours, les espaces de circulation et de cheminements piétonniers, de stationnement, ainsi que la mise en œuvre d'espaces paysagers et naturels.

Ces aménagements sont réalisés sur une surface de 5 163 m² et comprennent :

- l'ensemble des voiries et réseaux divers nécessaires au fonctionnement de l'équipement et à sa desserte avec des accès sécurisés sur les voies départementales et séparés des flux piétons enfants.
- l'aménagement des cours avec des matériaux drainants, clairs.
- les voiries d'accès au site (côté route de la Berchère et côté Avenue de Domont)
- les sentes piétonnes sécurisées pour rejoindre les deux entrées du groupe.
- 20 places en dépose minute côté route de la Berchère, pour les familles
- 12 places de stationnement pour le personnel (enseignants et personnel communal) côté avenue de Domont et couplé avec l'accès logistique.

- les clôtures.
- la gestion des eaux pluviales (bassin de rétention, noue).

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 648 125 € HT, plafonné à hauteur de 400 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- ANDILLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ÉLIGIBLES	400 000,00	61,72%
DÉPENSES (non éligibles)	248 125,00	38,28%
Total	648 125,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	200 000,00	30,86%
ÉTAT (sollicitées)	168 813,00	26,05%
DÉPARTEMENT 95 (sollicitées)	50 000,00	7,71%
COMMUNE	229 312,00	35,38%
Total	648 125,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073220 - CAR - BONUS ENVIRONNEMENTAL ET DE PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE LIÉ A LA CONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE ET AUX AMÉNAGEMENTS DE SES ABORDS - ANDILLY (95)**

**Dispositif** : Contrat d'aménagement régional (CAR) (n° 00000999)

**Délibération Cadre** : CR181-16 modifiée du 17/11/2016

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151004-1900

Action : 15100401- Contrat d'aménagement régional

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat d'aménagement régional (CAR)	100 000,00 € HT	50,00 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE ANDILLY

Adresse administrative : 1 RUE RENE CASSIN  
95580 ANDILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Daniel FARGEOT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 6 juillet 2023 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par La nécessité exceptionnelle de commencer les travaux avant le passage en commission permanente compte-tenu de l'objet de l'équipement.

**Description :**

La commune d'Andilly (2 703 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Bonus environnemental et de performance énergétique lié à la construction du groupe scolaire et aux aménagements de ses abords ». L'aménagement du groupe scolaire et des espaces extérieurs se doit de répondre aux enjeux environnementaux à l'échelle du site et de ses abords pour restaurer les trames vertes et paysagères, le site étant dégradé, limiter les nuisances et les impacts sur la faune, mettre en œuvre la biodiversité, assurer une gestion des eaux pluviales et réaliser un équipement performant sur le plan énergétique et carbone.

La commune a déjà mené de nombreuses actions dans ce sens sur son territoire (aménagement de coulées vertes pédestres – jardin des semences oubliées – potager et verger communal – parcs publics radeaux de nidification- refuge pour les hérissons et niohirs – éco pâturage) sur lesquels elle applique une gestion différenciée (fauchage tardif, paillage, compost, taille raisonnée...) et souhaite inscrire l'aménagement et la gestion de ce futur site scolaire, qui va maintenir 1/3 de la surface de la parcelle en espaces végétalisés de pleine terre, dans ces mêmes principes.

En complément de la fiche IRIS n° EX073218 qui concerne la construction du groupe scolaire (bâtiment, cours et préaux), le présent projet environnemental prend en compte les coûts suivants relatifs :

- aux espaces verts et mobilier écologique (nichoirs, hôtel à insectes, composteur, paillages, traversées en bois, bancs et assises en bois, semis de graminées, prairie herbacée, carrés potagers en bois, cuves de récupération des eaux pluviales, trappes dans les clôtures pour passage petite faune...),
- à la gestion de l'eau : récupération des eaux pluviales pour arroser les espaces jardinés et usage de matériaux drainants pour limiter l'imperméabilisation
- à la réintroduction d'une trame verte riche et diversifiée, dans la continuité de la forêt et pour préserver les corridors écologiques, composée de 4 strates (herbacée, arbustive, aquatique avec une noue, arborée), intégrant notamment 45 arbres plantés, plus de 50% de plants d'espèces indigènes du bassin parisien, une cours oasis, une prairie fleurie, des haies et futaies forestières. Il est également prévu des clôtures perméables pour le passage de la petite faune,
- à la toiture végétalisée de la superstructure : une végétalisation de plus de 1 000 m<sup>2</sup> de toiture,
- au gros-œuvre intégrant des murs à ossature bois sur l'ensemble du R+1 et isolation d'éléments,
- aux déchets de chantier triés sur place et revalorisés à hauteur de 50%,
- au système de régulation de type horloge permettant l'arrêt de la distribution d'eau et l'électricité (éclairage extérieur équipé de détecteurs crépusculaires, ce qui favorise la trame noire) hors des horaires de chantier dans la base vie. Cela permet une extinction complète aux heures d'inutilisation du site (sur l'ensemble du territoire communal extinction de 00h à 5h).
- aux recharges pour véhicules électriques.

Il s'agit d'un projet qui contribue aussi à la transition énergétique et privilégie la réduction des émissions carbone avec des matériaux biosourcés (bois ...) recyclés (bardage) et locaux, le confort et la qualité d'usage et de cadre de travail pour les usagers avec un bâtiment qui reprend des principes bioclimatiques (orientation vitrages, toiture végétalisée), et pour lesquels des objectifs de performance chiffrés ont été exigés en termes de consommation d'énergie : 30 kWh<sub>ef</sub>/m<sup>2</sup>/an (kilowatts heure énergie finale).

Ce projet s'inscrit dans marché global de performance qui inclura l'exploitation et la maintenance sur 2 ans des installations de chauffage-ventilation-plomberie avec la mise en place d'une GTB pour piloter les installations. A terme, la commune se donne la possibilité de faire installer des panneaux photovoltaïques en toiture (non pris en compte dans la présente fiche IRIS).

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 1 328 067 € HT, plafonné à hauteur de 100 000 € HT, la subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- ANDILLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DÉPENSES ÉLIGIBLES	100 000,00	7,53%
DÉPENSES (non éligibles)	1 228 067,00	92,47%
Total	1 328 067,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	50 000,00	3,76%
ÉTAT (sollicitées)	356 384,00	26,83%
COMMUNE	921 683,00	69,40%
Total	1 328 067,00	100,00%

## **Annexe 4 - Avenant n° 2 au contrat d'aménagement régional de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise**

AVENANT N° 2 AU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE GRAND PARIS SEINE ET OISE (78)
---

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-271 du 21 septembre 2023

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, sise rue des Chevries, 78410 Aubergenville, représentée par sa Présidente, Madame Cécile ZAMMIT-POPESCU, en vertu de la décision du conseil communautaire du 29 juin 2023,

ci-après dénommée « la communauté urbaine »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du Conseil régional n° CP 2020-188 du 27 mai 2020 relative à l'approbation du contrat d'aménagement régional avec la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ;
- le contrat d'aménagement régional de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, signé le 20 octobre 2020 ;
- le courrier de demande de prorogation du contrat d'aménagement régional en date du 20 décembre 2022 envoyé par la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise annonçant la substitution de l'opération « *Extension de la voie Pierre Bérégovoy aux Mureaux* » par une nouvelle opération « *Construction d'un centre technique communautaire à Meulan-en-Yvelines* » ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-085 du 29 mars 2023 approuvant l'avenant n°1 ;
- l'avenant n°1 au contrat d'aménagement régional de Grand Paris Seine et Oise signé le 7 avril 2023 ;
- la délibération du conseil communautaire du 29 juin 2023 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-271 du 21 septembre 2023 approuvant l'avenant n° 2 ;

Considérant les retards et difficultés liées notamment au déploiement de nombreuses procédures environnementales qui entraîneront un glissement important du calendrier de réalisation de l'opération « *Extension de la voie Pierre Bérégovoy aux Mureaux* » ;

Considérant les nouvelles priorités de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ;

Considérant la nécessité pour la communauté urbaine de ne pas perdre la totalité du bénéfice du financement régional grâce à la substitution dans le contrat d'aménagement régional de l'opération « *Extension de la voie Pierre Bérégovoy aux Mureaux* » par l'opération « *Construction d'un centre technique communautaire à Meulan-en-Yvelines* » ;

Considérant les dépenses de réalisation du projet de « *Construction d'un centre technique communautaire à Meulan-en-Yvelines* » estimées à 2 308 000 € HT inférieures à celles du projet substitué « *Extension de la voie Pierre Bérégovoy aux Mureaux* » estimées à 2 405 864 HT € (plafonnées à 2 386 393 € HT) ;

**Article 1 :**

L'annexe 1 du contrat initial est modifiée comme suit :

Tableau initial

**ECHEANCIER FINANCIER PREVISIONNEL**

**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE GRAND PARIS SEINE ET OISE (78) - Echancier initial**

OPERATIONS	Montant des opérations proposées (€ HT)	Montant retenu par la région (€ HT)	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2022	Taux %	Montant (€)
Requalification de la rue Ferdinand Bodet	2 035 457	1 210 736	721 000	489 736		30	363 220
Requalification de la rue Nationale	1 237 030	1 237 030	854 000	383 030		30	371 110
Extension de la voie Peirre Bérégovoy	2 405 864	2 386 393		1 193 197	1 193 196	30	715 918
Création de deux stations d'épuration	1 888 567	1 832 507	491 209	1 341 298		30	549 752
TOTAL	7 566 918	6 666 666	2 066 209	3 407 261	1 193 196		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			619 863	1 022 178	357 959		2 000 000

Tableau modifié

**ÉCHÉANCIER FINANCIER PRÉVISIONNEL**

**CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE (78)**

OPERATIONS	Montant des opérations proposées (€ HT)	Montant retenu par la région (€ HT)	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION				DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION	
			2020	2021	2023	2024	Taux %	Montant (€)
Requalification de la rue Ferdinand Bodet	2 035 457	1 210 736	721 000	489 736			30	363 220
Requalification de la rue Nationale	1 237 030	1 237 030	854 000	383 030			30	371 110
Réalisation d'un centre technique communautaire	2 308 000	2 308 000			500 000	1 808 000	30	692 400
Création de deux stations d'épuration	1 888 567	1 832 507	491 209	1 341 298			30	549 752
TOTAL	7 469 054	6 588 273	2 066 209	2 214 064	500 000	1 808 000		
DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION			619 863	664 219	150 000	542 400		1 976 482

**Article 2 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Aubergenville, le  
Pour la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise  
*La Présidente*

A Saint-Ouen-sur-Seine, le  
Pour la Région Ile-de-France  
*La Présidente du Conseil Régional*

**Cécile ZAMMIT-POPESCU**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe 5 - Avenant n°1 au contrat d'aménagement régional Le Mérévillois**



AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE LA COMMUNE LE MEREVILLOIS (91)
---

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-271 du 21 septembre 2023,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La commune de Le Mérévillois, sise place de l'hôtel de ville – 91660 Le Mérévillois - représentée par son Maire, Monsieur Guy DESMURS, en vertu de la décision du maire n°DEC-2020-006 du 19 octobre 2020.

ci-après dénommée « la commune de « Le Mérévillois »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- le contrat d'aménagement régional de la commune de Le Mérévillois signé le 24 mars 2021 et la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2021-009 du 21 janvier 2021,
- le courrier de demande de prorogation en date du 28 juin 2023 envoyé par la commune de Le Mérévillois,

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'aménagement régional d'un an pour présentation de l'affectation de l'opération « création d'un local technique et maison du gardien ».

**Article 1 :**

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée du CAR d'une année supplémentaire, et viendra à échéance le 21 janvier 2025.

**Article 2 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

A Le Mérévillois, le  
Pour la commune de Le Mérévillois  
*Le Maire*

A Saint-Ouen-sur-Seine, le  
Pour la région Île-de-France  
*La Présidente*

**Guy DESMURS**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe 6 - Avenant n° 1 au contrat d'aménagement régional de Villeneuve-le-Roi**

AVENANT N° 1 AU CONTRAT D'AMENAGEMENT REGIONAL DE VILLENEUVE-LE-ROI (94)
---

La Région Île-de-France, sise à Saint-Ouen-sur-Seine (93400) – 2 rue Simone Veil, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2023-271 du 21 septembre 2023

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

La commune de Villeneuve-le-Roi, sise place de la Vieille Eglise – 94290 Villeneuve-le-Roi - représentée par son maire, Monsieur Didier GONZALES, en vertu de la délibération du conseil municipal n°2023.06.31,

ci-après dénommée « la Commune »

d'autre part,

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-466 du 18 novembre 2020 relative à l'approbation du contrat d'aménagement régional (CAR) avec la commune de Villeneuve-le-Roi, le contrat d'aménagement régional avec la commune de Villeneuve-le-Roi signé le 2 avril 2021,
- le courrier et la décision en date du 28 juin 2023 transmis par la commune relatifs à la demande de prorogation du contrat d'aménagement régional,

Considérant la nécessité de proroger le contrat d'aménagement régional d'un an pour permettre la substitution de l'opération « Création d'un pôle petite enfance dans l'ancienne mairie-école » à l'opération « réalisation d'un centre de loisirs dans l'ancienne mairie-école » et la présentation de l'affectation correspondante,

**Article 1 :**

Le présent avenant a pour objet de proroger la durée du CAR d'une année supplémentaire, portant son échéance au 18 novembre 2024.

**Article 2 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires originaux

A Villeneuve-le-Roi, le  
Pour la commune de Villeneuve-le-Roi  
*Le maire*

A Saint-Ouen-sur-Seine, le  
Pour la Région Île-de-France  
*La présidente*

**Didier GONZALES**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe 7 - Fiches-projets Réhabiliter plutôt que construire**

**DOSSIER N° EX077441 - RPC - REHABILITATION D'UN BÂTIMENT COMMUNAL POUR CREATION D'UN CABINET D'INFIRMIERES ET D'UN LOGEMENT - TOUQUIN (77)**

**Dispositif** : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

**Délibération Cadre** : CP2022-334 du 23/09/2022

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	107 687,00 € HT	50,00 %	53 843,50 €
	Montant total de la subvention		53 843,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TOUQUIN

Adresse administrative : CHEVRINAIS SOPHIE  
77131 TOUQUIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Sophie CHEVRINAIS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 novembre 2023 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Touquin (1 236 habitants - INSEE 2020) propose l'opération « Réhabilitation d'un bâtiment communal pour création d'un cabinet d'infirmières et d'un logement ».

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 456 000 € HT, plafonné à 107 687,00 € HT. Les honoraires et études sont non-éligibles au projet.

La subvention est calculée au taux de 50%.

**Localisation géographique :**

- TOUQUIN

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	456 000,00	84,69%
ETUDE DE FAISABILITE (NON ELIGIBLE)	14 035,00	2,61%
HONORAIRES (NON ELIGIBLE)	68 400,00	12,70%
Total	538 435,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	53 843,50	10,00%
ETAT - FONDS VERT - Acquis	323 007,00	59,99%
COMMUNE	161 584,50	30,01%
Total	538 435,00	100,00%

**DOSSIER N° EX074872 - REHABILITER PLUTOT QUE CONSTRUIRE - REHABILITATION DE L'ANCIENNE POSTE EN SERVICES MUNICIPAUX - COMMUNE DE GRIGNY (91)**

**Dispositif** : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

**Délibération Cadre** : CP2022-334 du 23/09/2022

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	500 000,00 € HT	50,00 %	250 000,00 €
Montant total de la subvention			250 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE GRIGNY

Adresse administrative : 19 RTE DE CORBEIL  
91350 GRIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PIERRE GERNIOUX, CONTACT

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2023 - 31 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité d'accueillir un nouveau poste de police municipal en urgence compte-tenu des enjeux significatifs en matière d'insécurité.

**Description :**

La commune de Grigny (27 655 habitants - INSEE 2020), propose l'opération "réhabilitation de l'ancienne poste en services municipaux".

La commune a fait l'acquisition en 2021 du bâtiment de La Poste situé en centre-ville. Afin de répondre aux besoins de la population, la commune souhaite changer la destination d'une partie du bâtiment pour y accueillir des services publics (police municipale / surveillance de la voie publique et service communication). L'autre partie du bâtiment reste à destination de La Poste, qui maintient une activité en centre-ville mais sur des services plus restreints justifiant un moindre besoin d'espace.

Le projet répond à l'objectif de limitation de l'artificialisation des sols (démarche ZAN) du dispositif régional. Il propose une amélioration de l'empreinte environnementale du bâtiment : l'isolation thermique de l'intérieur (murs et plafonds) avec des matériaux biosourcés (laine de bois) permettra de réduire sa consommation énergétique, l'installation de panneaux photovoltaïques couvrira les besoins de l'équipement, les eaux pluviales seront collectées dans une noue à ciel ouvert et plantée, le parking extérieur sera désimperméabilisé partiellement (sur une surface de près de 400 m²) avec suppression de l'enrobé et recours à des pavés à joints enherbés. Il est prévu également l'installation de bornes électriques de rechargement et du stationnement vélos.

Les travaux sont de deux natures :

- restructuration complète des espaces intérieurs du bâtiment : installation / modification des cloisons permettant de créer une séparation entre les services de La Poste et ceux de la ville et pour créer un accueil public (le futur équipement sera classé ERP), des vestiaires, des bureaux, des salles de réunion. Il est prévu une isolation thermique par l'intérieur en complément.
- réaménagement des espaces extérieurs notamment le parking : suppression de l'enrobé et remplacement par un revêtement en pavé filtrant et végétalisation des espaces (engazonnement et plantations nouvelles), installation des parkings vélos et des panneaux photovoltaïques sur le toit.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 775 000 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

#### Localisation géographique :

- GRIGNY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX VRD	53 797,24	6,94%
TRAVAUX INTERIEURS DU BÂTIMENT	721 202,76	93,06%
Total	775 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	250 000,00	32,26%
ETAT - DSIL (sollicité)	370 000,00	47,74%
COMMUNE	155 000,00	20,00%
Total	775 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX077375 - RPC - TRANSFORMATION D'UN ANCIEN GROUPE SCOLAIRE EN ESPACE CULTUREL ET D'ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES - COMMUNE DE SAINT PIERRE DU PERRY (91)**

**Dispositif** : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

**Délibération Cadre** : CP2022-334 du 23/09/2022

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	362 216,80 € HT	50,00 %	181 108,40 €
	Montant total de la subvention		181 108,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAINT PIERRE DU PERRY

Adresse administrative : 8 RUE DE VIVALDI  
91280 SAINT-PIERRE-DU-PERRY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Catherine ALIQUOT-VIALAT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : transformer un ancien groupe scolaire en espace culturel et d'enseignements artistiques

**Dates prévisionnelles** : 10 juillet 2023 - 29 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par l'urgence à démarrer les travaux pendant la période estivale afin de permettre le démarrage de certaines activités artistiques et culturelles à la rentrée scolaire en septembre 2023.

**Description :**

La commune de Saint-Pierre-du-Perry (11 618 habitants – 2020) propose l'opération « transformation d'un ancien groupe scolaire en espace culturel et d'enseignements artistiques ».

Compte tenu de l'évolution démographique de la commune caractérisée notamment par une réduction des effectifs scolaires, la commune a décidé de fermer le groupe scolaire « Quatre saisons ». Les élèves de cet établissement seront transférés vers 3 groupes scolaires existants à partir de la rentrée 2023.

Parallèlement l'espace culturel Gainsbourg, qui accueille les associations de la commune est un bâtiment ancien et mal isolé (préfabriqués énergivores) présentant un coût important pour la commune.

La fermeture du groupe scolaire, construit en 2007, est ainsi l'occasion pour la ville d'y installer sur une partie du bâtiment, après des travaux de restructuration des espaces intérieurs, les activités culturelles et d'enseignement artistiques. L'autre partie du bâtiment qui ne sera pas occupée par les associations accueillera le centre de loisirs. Ainsi, la commune s'évite la construction d'un nouvel équipement et s'inscrit ainsi dans une logique d'optimisation de ses équipements.

Les travaux portent sur :

- les installations de chantier,
- la démolition et montage de cloisons dont une cloison pour la séparation entre la partie du bâtiment accueillant le centre de loisirs et celle accueillant les futures associations,
- l'insonorisation et traitement acoustique mise en peintures des cloisons y compris celles traitées dans le cadre des insonorisations,
- la fourniture et pose de menuiseries et d'éléments de charpente.

**Détail du calcul de la subvention :**

Les travaux sont estimés à 362 216,40 €HT. La subvention est calculée au taux de 50%.

**Localisation géographique :**

- SAINT-PIERRE-DU-PERRAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	362 216,80	100,00%
Total	362 216,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE-DE-FRANCE	181 108,40	50,00%
COMMUNE	181 108,40	50,00%
Total	362 216,80	100,00%

**DOSSIER N° EX077323 - REHABILITER PLUTOT QUE CONSTRUIRE - REHABILITATION DU  
PREMIER ETAGE DE L'ECOLE PRIMAIRE POUR CREER UN LOGEMENT ABORDABLE -  
COMMUNE DE VILLENEUVE-SUR-AUVERS (91)**

**Dispositif** : Réhabiliter plutôt que construire (n° 00001233)

**Délibération Cadre** : CP2022-334 du 23/09/2022

**Imputation budgétaire** : 905-515-2041412-151002-1900

Action : 15100209- Aménagement durable et innovation urbaine - Friches

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Réhabiliter plutôt que construire	10 675,00 € HT	70,00 %	7 472,50 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		7 472,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE SUR AUVERS

Adresse administrative : 5 B IMP DE L'ANCIEN CLOS  
91580 VILLENEUVE SUR AUVERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Martine HUTEAU, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juin 2023 - 1 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les études pré-opérationnelles pendant la période estivale lorsque l'équipement est inoccupé. La date de début du projet ci-dessus correspond à la date de dépôt de la demande de subvention sur MesDémarches.

**Description :**

La commune de Villeneuve-sur-Auvers (598 habitants - INSEE 2020) propose l'opération "réhabilitation du 1er étage de l'école primaire pour créer un logement abordable".

La commune envisage la réhabilitation complète (y compris thermique) de l'école primaire située dans le hameau du Mesnil Recoin et souhaite profiter de cette intervention pour créer un logement abordable au premier étage aujourd'hui inoccupé. Le logement sera destiné à une famille, ce qui permettra de répondre à la demande de logements dans le cadre de parcours résidentiels.

La demande porte sur les études pré-opérationnelles liées à cette transformation. Les études thermiques sur l'école ont été réalisées en lien avec le parc naturel régional du Gâtinais français et ont permis d'identifier les postes de travaux à réaliser sur l'ensemble du bâtiment. Sur la partie logement, les études doivent permettre de définir la nature des travaux à engager et le phasage. L'étude doit également permettre de définir les interventions à engager pour isoler le logement de l'école.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant prévisionnel des études s'élève à 10 675 € HT. La subvention est calculée au taux de 70 %.

**Localisation géographique :**

- VILLENEUVE-SUR-AUVERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préopérationnelles	10 675,00	100,00%
Total	10 675,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 472,50	70,00%
Commune	3 202,50	30,00%
Total	10 675,00	100,00%